



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_III_8

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter III. Privileges and Immunities, Diplomatic
and Consular Relations, etc.

TITLE : 8. Optional Protocol to the Vienna Convention on
Consular Relations concerning the Compulsory
Settlement of Disputes. Vienna, 24 April 1963



UNITED NATIONS CONFERENCE
ON CONSULAR RELATIONS

VIENNA CONVENTION ON CONSULAR RELATIONS

OPTIONAL PROTOCOL
CONCERNING THE
COMPULSORY SETTLEMENT
OF DISPUTES



UNITED NATIONS

1964

VIENNA CONVENTION ON CONSULAR RELATIONS

OPTIONAL PROTOCOL CONCERNING THE
COMPULSORY SETTLEMENT OF DISPUTES

The States Parties to the present Protocol and to the Vienna Convention on Consular Relations, hereinafter referred to as "the Convention", adopted by the United Nations Conference held at Vienna from 4 March to 22 April 1963,

Expressing their wish to resort in all matters concerning them in respect of any dispute arising out of the interpretation or application of the Convention to the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice, unless some other form of settlement has been agreed upon by the parties within a reasonable period,

Have agreed as follows:

Article I

Disputes arising out of the interpretation or application of the Convention shall lie within the compulsory jurisdiction of the International Court of Justice and may accordingly be brought before the Court by an application made by any party to the dispute being a Party to the present Protocol.

Article II

The parties may agree, within a period of two months after one party has notified its opinion to the other that a dispute exists, to resort not to the International Court of Justice but to an arbitral tribunal. After the expiry of the said period, either party may bring the dispute before the Court by an application.

Article III

1. Within the same period of two months, the parties may agree to adopt a conciliation procedure before resorting to the International Court of Justice.
2. The conciliation commission shall make its recommendations within five months after its appointment. If its recommendations are not accepted by the parties to the dispute within two months after they have been delivered, either party may bring the dispute before the Court by an application.

Article IV

States Parties to the Convention, to the Optional Protocol concerning Acquisition of Nationality, and to the present Protocol may at any time declare that they will extend the provisions of the present Protocol to disputes arising out of the interpretation or application of the Optional Protocol concerning Acquisition of Nationality. Such declarations shall be notified to the Secretary-General of the United Nations.

Article V

The present Protocol shall be open for signature by all States which may become Parties to the Convention as follows: until 31 October 1963 at the Federal Ministry for Foreign Affairs of the Republic of Austria and, subsequently, until 31 March 1964, at the United Nations Headquarters in New York.

Article VI

The present Protocol is subject to ratification. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VII

The present Protocol shall remain open for accession by all States which may become Parties to the Convention. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Article VIII

1. The present Protocol shall enter into force on the same day as the Convention or on the thirtieth day following the date of deposit of the second instrument of ratification or accession to the Protocol with the Secretary-General of the United Nations, whichever date is the later.

2. For each State ratifying or acceding to the present Protocol after its entry into force in accordance with paragraph 1 of this Article, the Protocol shall enter into force on the thirtieth day after deposit by such State of its instrument of ratification or accession.

Article IX

The Secretary-General of the United Nations shall inform all States which may become Parties to the Convention:

- (a) of signatures to the present Protocol and of the deposit of instruments of ratification or accession, in accordance with Articles V, VI and VII;
- (b) of declarations made in accordance with Article IV of the present Protocol;
- (c) of the date on which the present Protocol will enter into force, in accordance with Article VIII.

Article X

The original of the present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited with the Secretary-General of the United Nations, who shall send certified copies thereof to all States referred to in Article V.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned plenipotentiaries, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Protocol.

DONE AT VIENNA, this twenty-fourth day of April, one thousand nine hundred and sixty-three.

**CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LES RELATIONS CONSULAIRES**

CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS CONSULAIRES

**PROTOCOLE
DE SIGNATURE FACULTATIVE
CONCERNANT
LE REGLEMENT OBLIGATOIRE
DES DIFFERENDS**



NATIONS UNIES

1964

CONVENTION DE VIENNE SUR LES RELATIONS CONSULAIRES

PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE
CONCERNANT LE REGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFERENDS

Les Etats parties au présent Protocole et à la Convention de Vienne sur les relations consulaires, ci-après dénommée "la Convention", qui a été adoptée par la Conférence des Nations Unies tenue à Vienne du 4 mars au 22 avril 1963,

Exprimant leur désir de recourir, pour ce qui les concerne, à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice pour la solution de tous différends touchant l'interprétation ou l'application de la Convention, à moins qu'un autre mode de règlement n'ait été accepté d'un commun accord par les parties dans un délai raisonnable.

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice, qui, à ce titre, pourra être saisie par une requête de toute partie au différend qui sera elle-même Partie au présent Protocole.

Article II

Les parties peuvent convenir, dans un délai de deux mois après notification par une partie à l'autre qu'il existe à son avis un litige, d'adopter d'un commun accord, au lieu du recours à la Cour internationale de Justice, une procédure devant un tribunal d'arbitrage. Ce délai étant écoulé, chaque partie peut, par voie de requête, saisir la Cour du différend.

Article III

1. Les parties peuvent également convenir d'un commun accord, dans le même délai de deux mois, de recourir à une procédure de conciliation avant d'en appeler à la Cour internationale de Justice.

2. La Commission de conciliation devra formuler ses recommandations dans les cinq mois suivant sa constitution. Si celles-ci ne sont pas acceptées par les parties au litige dans l'espace de deux mois après leur énoncé, chaque partie sera libre de saisir la Cour du différend par voie de requête.

Article IV

Les Etats parties à la Convention, au Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité et au présent Protocole peuvent à tout moment déclarer étendre les dispositions du présent Protocole aux différends résultant de l'interprétation ou de l'application du Protocole de signature facultative concernant l'acquisition de la nationalité. Ces déclarations seront notifiées au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article V

Le présent Protocole sera ouvert à la signature de tous les Etats qui deviendront Parties à la Convention, de la manière suivante: jusqu'au 31 octobre 1963 au Ministère fédéral des Affaires étrangères de la République d'Autriche, et ensuite, jusqu'au 31 mars 1964, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Article VI

Le présent Protocole sera ratifié. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VII

Le présent Protocole restera ouvert à l'adhésion de tous les Etats qui deviendront Parties à la Convention. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article VIII

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le même jour que la Convention ou, si cette seconde date est plus éloignée, le trentième jour suivant la date de dépôt du second instrument de ratification du Protocole ou d'adhésion à ce Protocole auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. Pour chaque Etat qui ratifiera le présent Protocole ou y adhèrera après son entrée en vigueur conformément au paragraphe 1 du présent article, le Protocole entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article IX

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera à tous les Etats qui peuvent devenir Parties à la Convention :

- a) les signatures apposées au présent Protocole et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles V, VI et VII;
- b) les déclarations faites conformément à l'article IV du présent Protocole;
- c) la date à laquelle le présent Protocole entrera en vigueur, conformément à l'article VIII.

Article X

L'original du présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en adressera des copies certifiées conformes à tous les Etats visés à l'article V.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole.

FAIT A VIENNE, le vingt-quatre avril mil neuf cent soixante-trois.

聯合國領事關係會議

維也納領事關係公約

關於強制解決爭端之任意議定書



聯合國

一九六四

維也納領事關係公約
關於強制解決爭端之任意議定書

本議定書及自一九六三年三月四日至四月二十二日在維也納舉行之聯合國會議所通過之維也納領事關係公約（以下簡稱“公約”）之各當事國，

表示對於公約因解釋或適用上發生爭端而涉及各當事國之一切問題，除當事各方於相當期間內商定其他解決方法外願接受國際法院之強制管轄，

爰議定條款如下：

第一條

公約解釋或適用上發生之爭端均屬國際法院強制管轄範圍，因此爭端之任何一造如係本議定書之當事國，得以請求書將爭端提交國際法院。

第二條

當事各方得於一方認為有爭端存在並將此意通知他方後兩個月內，協議不將爭端提交國際法院而提交公斷法庭。此項期間屆滿後，任何一方得以請求書將爭端提交國際法院。

第三條

一、當事各方得於同一兩個月期間內協議在將爭端提交國際法院前採用和解程序。

二. 和解委員會應於派設後五個月內作成建議。爭端各造倘於建議提出後兩個月內未予接受，任何一造得以請求書將爭端提交國際法院。

第四條

公約關於取得國籍之任意議定書及本議定書之各當事國得隨時聲明將本議定書之規定適用於關於取得國籍之任意議定書解釋或適用上發生之爭端。此項聲明應通知聯合國秘書長。

第五條

本議定書應聽由所有得成為公約當事國之國家簽署，其辦法如下：至一九六三年十月三十一日止在奧地利共和國聯邦外交部簽署，其後至一九六四年三月三十一日止在紐約聯合國會所簽署。

第六條

本議定書須經批准。批准文件應送交聯合國秘書長存放。

第七條

本議定書應聽由所有得成為公約當事國之國家加入。加入文件應送交聯合國秘書長存放。

第八條

一. 本議定書應於公約開始生效之同日起發生效力，或於第

二件批准或加入議定書文件送交聯合國秘書長存放之日後第三十日起發生效力，以兩者中在後之日期為準。

二、對於在本議定書依本條第一項發生效力後批准或加入之國家，本議定書應於各該國存放批准或加入文件後第三十日起發生效力。

第九條

聯合國秘書長應將下列事項通知所有得成為公約當事國之國家：

- (一) 依第五條第六條及第七條對本議定書所為之簽署及送存之批准或加入文件；
- (二) 依本議定書第四條所為之聲明；
- (三) 依第八條本議定書發生效力之日期。

第十條

本議定書之原本應交聯合國秘書長存放，其中文、英文、法文、俄文及西班牙文各本同一作準；秘書長應將各文正式副本分送第五條所稱各國。

為此，下列全權代表，各秉本國政府正式授子簽字之權，謹簽字於本議定書，以昭信守。

公曆一千九百六十三年四月二十四日訂於維也納。

**КОНФЕРЕНЦИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ
ПО КОНСУЛЬСКИМ СНОШЕНИЯМ**

ВЕНСКАЯ КОНВЕНЦИЯ О КОНСУЛЬСКИХ СНОШЕНИЯХ

**ФАКУЛЬТАТИВНЫЙ ПРОТОКОЛ
ОБ
ОБЯЗАТЕЛЬНОМ РАЗРЕШЕНИИ СПОРОВ**



ОРГАНИЗАЦИЯ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

1964

ВЕНСКАЯ КОНВЕНЦИЯ О КОНСУЛЬСКИХ СНОШЕНИЯХ

ФАКУЛЬТАТИВНЫЙ ПРОТОКОЛ ОБ ОБЯЗАТЕЛЬНОМ РАЗРЕШЕНИИ СПОРОВ

Государства, являющиеся участниками настоящего Протокола, а также Венской конвенции о консульских сношениях, принятой Конференцией Организации Объединенных Наций, проходившей в Вене с 4 марта по 22 апреля 1963 года, которая ниже называется "Конвенцией",

выражая свое желание обращаться по всем затрагивающим их вопросам в любом споре относительно толкования или применения Конвенции к обязательной юрисдикции Международного суда, если стороны в споре не смогут в течение разумного срока урегулировать его иным способом,

согласились о нижеследующем:

Статья I

Споры по толкованию или применению Конвенции подлежат обязательной юрисдикции Международного суда и, соответственно, могут передаваться в этот Суд по заявлению любой стороны в споре, являющейся участником настоящего Протокола.

Статья II

В течение двух месяцев после того, как одна сторона уведомила другую о том, что, по ее мнению, существует спор, стороны могут договориться о передаче спора не в Международный суд, а в арбитраж. По истечении указанного срока спор может быть передан Международному суду по заявлению любой из сторон в споре.

Статья III

1. В течение тех же двух месяцев стороны в споре могут договориться о применении согласительной процедуры до передачи спора в Международный суд.

2. Согласительная комиссия должна сделать свои рекомендации в течение пяти месяцев со дня ее создания. Если ее рекомендации не будут приняты сторонами в споре в течение двух месяцев со дня сообщения им этих рекомендаций, то спор может быть передан Суду по заявлению любой стороны в споре.

Статья IV

Государства, участвующие в Конвенции, в Факультативном протоколе о приобретении гражданства и в настоящем Протоколе, могут в любое время заявить, что они распространяют положения настоящего Протокола на споры, возникающие в связи с толкованием или применением Факультативного протокола о приобретении гражданства. О таких заявлениях следует сообщать Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья V

Настоящий Протокол открыт для подписания всеми государствами, которые станут участниками Конвенции: до 31 октября 1963 года в Федеральном министерстве иностранных дел Австрийской Республики, а затем до 31 марта 1964 года - в Центральных Учреждениях Организации Объединенных Наций в Нью-Йорке.

Статья VI

Настоящий Протокол подлежит ратификации. Ратификационные грамоты сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья VII

Настоящий Протокол открыт для присоединения всех государств, которые станут участниками Конвенции. Акты о присоединении сдаются на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций.

Статья VIII

1. Настоящий Протокол вступит в силу в тот же день, что и Конвенция, или на тридцатый день после сдачи на хранение второй ратификационной грамоты или акта о присоединении к Протоколу Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, в зависимости от того, какая из этих дат окажется более поздней.

2. В отношении каждого государства, которое ратифицирует настоящий Протокол или присоединится к нему после вступления его в силу в соответствии с пунктом 1 настоящей статьи, Протокол вступит в силу на тридцатый день после сдачи на хранение этим государством своей ратификационной грамоты или акта о присоединении.

Статья IX

Генеральный Секретарь Организации Объединенных Наций уведомляет все государства, которые станут участниками Конвенции:

- а) о подписании настоящего Протокола и о сдаче на хранение ратификационных грамот или актов о присоединении согласно статьям V, VI и VII;
- б) о заявлениях, сделанных в соответствии со статьей IV настоящего Протокола;
- с) о дате вступления настоящего Протокола в силу согласно статье VIII.

Статья X

Подлинник настоящего Протокола, тексты которого на русском, английском, испанском, китайском и французском языках являются равно аутентичными, будет сдан на хранение Генеральному Секретарю Организации Объединенных Наций, который направит заверенные копии его всем государствам, упомянутым в статье V.

В УДОСТОВЕРЕНИЕ ЧЕГО нижеподписавшиеся, надлежащим образом уполномоченные своими правительствами, подписали настоящий Протокол.

СОВЕРШЕНО В ВЕНЕ двадцать четвертого апреля тысяча девятьсот шестьдесят третьего года.

**CONFERENCIA DE LAS NACIONES UNIDAS
SOBRE RELACIONES CONSULARES**

CONVENCION DE VIENA SOBRE RELACIONES CONSULARES

**PROTOCOLO FACULTATIVO
SOBRE LA
JURISDICCION OBLIGATORIA
PARA LA SOLUCION DE CONTROVERSIAS**



NACIONES UNIDAS

1964

CONVENCION DE VIENA SOBRE RELACIONES CONSULARES

PROTOCOLO DE FIRMA FACULTATIVA SOBRE JURISDICCION
OBLIGATORIA PARA LA SOLUCION DE CONTROVERSIAS

Los Estados Parte en el presente Protocolo y en la Convención de Viena sobre Relaciones Consulares, que se denomina en este documento "la Convención", aprobada por la Conferencia de las Naciones Unidas celebrada en Viena del 4 de marzo al 22 de abril de 1963,

Expresando su deseo de recurrir a la jurisdicción obligatoria de la Corte Internacional de Justicia en todo lo que les afecte y se refiera a la solución de cualquier controversia originada por la interpretación o aplicación de la Convención, a menos que las partes convengan, dentro de un plazo razonable, otra forma de solución,

Han convenido lo siguiente:

Artículo I

Las controversias originadas por la interpretación o aplicación de la Convención se someterán obligatoriamente a la Corte Internacional de Justicia, que a este título podrá entender en ellas a instancia de cualquiera de las partes en la controversia que sea Parte en el presente Protocolo.

Artículo II

Las partes podrán convenir, dentro de un plazo de dos meses desde que una de ellas notifique a la otra que, en su opinión, existe un litigio, en recurrir a un tribunal de arbitraje, en vez de hacerlo ante la Corte Internacional de Justicia. Una vez expirado ese plazo, se podrá someter la controversia a la Corte, a instancia de cualquiera de las partes.

Artículo III

1. Dentro del mismo plazo de dos meses, las partes podrán convenir en adoptar un procedimiento de conciliación, antes de acudir a la Corte Internacional de Justicia.
2. La comisión de conciliación deberá formular sus recomendaciones dentro de los cinco meses siguientes a su constitución. Si sus recomendaciones no fueran aceptadas por las partes en litigio dentro de un plazo de dos meses a partir de la fecha de su formulación, se podrá someter la controversia a la Corte, a instancia de cualquiera de las partes.

Artículo IV

Los Estados Parte en la Convención, en el Protocolo de firma facultativa sobre adquisición de la nacionalidad y en el presente Protocolo, podrán, en cualquier momento, declarar que desean extender las disposiciones del presente Protocolo a las controversias originadas por la interpretación o aplicación del Protocolo de firma facultativa sobre adquisición de la nacionalidad. Tales declaraciones serán comunicadas al Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo V

El presente Protocolo estará abierto a la firma de todos los Estados que puedan ser Parte en la Convención, de la manera siguiente: hasta el 31 de octubre de 1963, en el Ministerio Federal de Relaciones Exteriores de la República de Austria; y después, hasta el 31 de marzo de 1964, en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York.

Artículo VI

El presente Protocolo está sujeto a ratificación. Los instrumentos de ratificación se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VII

El presente Protocolo quedará abierto a la adhesión de todos los Estados que puedan ser Parte en la Convención. Los instrumentos de adhesión se depositarán en poder del Secretario General de las Naciones Unidas.

Artículo VIII

1. El presente Protocolo entrará en vigor el mismo día que la Convención, o el trigésimo día siguiente al de la fecha en que se haya depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas el segundo instrumento de ratificación del Protocolo o de adhesión a él, si este día fuera posterior.
2. Para cada Estado que ratifique el presente Protocolo o se adhiera a él una vez que entre en vigor de conformidad con lo dispuesto en el párrafo 1 de este artículo, el Protocolo entrará en vigor el trigésimo día siguiente al de la fecha en que tal Estado haya depositado su instrumento de ratificación o de adhesión.

Artículo IX

El Secretario General de las Naciones Unidas comunicará a todos los Estados que puedan ser Parte en la Convención:

- a) las firmas del presente Protocolo y el depósito de instrumentos de ratificación o adhesión, de conformidad con lo dispuesto en los artículos V, VI y VII;
- b) las declaraciones hechas de conformidad con lo dispuesto en el artículo IV del presente Protocolo;
- c) la fecha de entrada en vigor del presente Protocolo, de conformidad con lo dispuesto en el artículo VIII.

Artículo X

El original del presente Protocolo, cuyos textos en chino, español, francés, inglés y ruso son igualmente auténticos, será depositado en poder del Secretario General de las Naciones Unidas, quien enviará copia certificada a todos los Estados a que se refiere el artículo V.

EN TESTIMONIO DE LO CUAL los infrascritos plenipotenciarios, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, firman el presente Protocolo.

HECHO EN VIENA, el día veinticuatro de abril de mil novecientos sesenta y tres.

FOR AFGHANISTAN:
POUR L'AFGHANISTAN:
阿富汗:
За Афганистан:
FOR EL AFGANISTÁN:

FOR ALBANIA:
POUR L'ALBANIE:
阿爾巴尼亞:
За Албанию:
FOR ALBANIA:

FOR ALGERIA:
POUR L'ALGÉRIE:
阿爾及利亞:
За Алжир:
FOR ARCELIA:

FOR ARGENTINA:
POUR L'ARGENTINE:
阿根廷:
За Аргентину:
POR LA ARGENTINA:

E. QUINTANA

FOR AUSTRALIA:
POUR L'AUSTRALIE:
澳大利亞:
За Австралию:
POR AUSTRALIA:

FOR AUSTRIA:
POUR L'AUTRICHE:
奧地利:
За Австрию:
POR AUSTRIA:

KREISKY

FOR BELGIUM:
POUR LA BELGIQUE:
比利時:
За Бельгию:
FOR BÉLGICA:

Walter LORIDAN
Le 31 mars 1964

FOR BOLIVIA:
POUR LA BOLIVIE:
玻利維亞:
За Боливию:
FOR BOLIVIA:

FOR BRAZIL:
POUR LE BRÉSIL:
巴西:
За Бразилию:
FOR EL BRASIL:

FOR BULGARIA:
POUR LA BULGARIE:
保加利亞:
За България:
FOR BULGARIA:

FOR BURMA:
POUR LA BIRMANIE:
緬甸:
За Бирму:
FOR BIRMANIA:

FOR BURUNDI:
POUR LE BURUNDI:
布隆提:
За Бурунди:
FOR BURUNDI:

FOR THE BYELORUSSIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE DE BIÉLORUSSIE:
白俄羅斯蘇維埃社會主義共和國:
За Белорусскую Советскую Социалистическую Республику:
POR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE BIELORRUSIA:

FOR CAMBODIA:
POUR LE CAMBODGE:
柬埔寨:
За Камбоджу:
POR CAMBOYA:

FOR CAMEROON:
POUR LE CAMEROUN:
喀麥隆:
За Камерун:
POR EL CAMERÚN:

R. N'THEPE
21 août 1963

FOR CANADA:
POUR LE CANADA:
加拿大:
За Канаду:
FOR EL CANADÁ:

FOR THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE:
中非共和國:
За Центральноафриканскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA CENTROAFRICANA:

C. KALENZAGA

FOR CEYLON:
POUR CEYLAN:
錫蘭:
За Цейлон:
FOR CEILÁN:

FOR CHAD:
POUR LE TCHAD:
查德:
За Чад:
FOR EL CHAD:

FOR CHILE:
POUR LE CHILI:
智利:
За Чили:
FOR CHILE:

A. MARAMBIO

FOR CHINA:
POUR LA CHINE:
中國:
За Китай:
FOR LA CHINA:

WU Nan-ju
CHANG Weitse

FOR COLOMBIA:
POUR LA COLOMBIE:
哥倫比亞:
За Колумбию:
POR COLOMBIA:

Efraím CASAS-MANRIQUE

Daniel HENAO-HENAO

FOR THE CONGO (BRAZZAVILLE):
POUR LE CONGO (BRAZZAVILLE):
剛果 (布拉薩市):
За Конго (Браззавиль):
POR EL CONGO (BRAZZAVILLE):

R. MANOUATA

FOR THE CONGO (LEOPOLDVILLE):
POUR LE CONGO (LÉOPOLDVILLE):
剛果 (雷堡市):
За Конго (Леопольдвиль):
POR EL CONGO (LEOPOLDVILLE):

S.-P. TSHIMBALANGA

FOR COSTA RICA:
POUR LE COSTA RICA:
哥斯大黎加:
За Коста-Рику:
FOR COSTA RICA:

FOR CUBA:
POUR CUBA:
古巴:
За Кубу:
FOR CUBA:

FOR CYPRUS:
POUR CHYPRE:
賽普勒斯:
За Кипр:
FOR CHYPRE:

FOR CZECHOSLOVAKIA:
POUR LA TCHÉCOSLOVAQUIE:
捷克斯拉夫:
За Чехословакию:
FOR CHECOESLOVAQUIA:

FOR DAHOMEY:
POUR LE DAHOMEY:
達荷美:
За Дагомею:
FOR EL DAHOMEY:

C. KALENZAGA

FOR DENMARK:
POUR LE DANEMARK:
丹麥:
За Данию:
FOR DINAMARCA:

H. H. SCHRØDER

FOR THE DOMINICAN REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE:
多明尼加共和國:
За Доминиканскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA DOMINICANA:

Alain STUCHLY

Theodor SCHMIDT

FOR ECUADOR:
POUR L'ÉQUATEUR:
厄瓜多:
За Эквадор:
FOR EL ECUADOR:

FOR EL SALVADOR:
POUR LE SALVADOR:
薩爾瓦多:
За Сальвадор:
FOR EL SALVADOR:

FOR ETHIOPIA:
POUR L'ETHIOPIE:
衣索比亞:
За Эфиопию:
FOR ETIOPÍA:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:
POUR LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE:
德意志聯邦共和國:
За Федеративную Республику Германии:
FOR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

G. von HAEFTEN
31 October 1963

FOR THE FEDERATION OF MALAYA:
POUR LA FÉDÉRATION DE MALAISIE:
馬來亞聯邦:
За Малайскую Федерацию:
FOR LA FEDERACIÓN MALAYA:

FOR FINLAND:
POUR LA FINLANDE:
芬蘭:
За Финляндию:
FOR FINLANDIA:

Otso WARTIOVAARA
le 28 octobre 1963

FOR FRANCE:
POUR LA FRANCE:
法蘭西:
За Францию:
FOR FRANCIA:

B. DE MENTHON

FOR GABON:
POUR LE GABON:
加彭:
За Габон:
FOR EL GABÓN:

C. KALENZAGA

FOR GHANA:
POUR LE GHANA:
迦納:
За Ганы:
POR GHANA:

Emmanuel K. DADZIE

FOR GREECE:
POUR LA GRÈCE:
希臘:
За Грецию:
POR GRECIA:

FOR GUATEMALA:
POUR LE GUATEMALA:
瓜地馬拉:
За Гватемалу:
POR GUATEMALA:

FOR GUINEA:
POUR LA GUINÉE:
幾內亞:
За Гвинею:
FOR GUINEA:

FOR HAÏTI:
POUR HAÏTI:
海地:
За Гаити:
FOR HAÏTI:

FOR THE HOLY SEE:
POUR LE SAINT-SIÈGE:
教廷:
За Святейший Престол:
FOR LA SANTA SEDE:

FOR HONDURAS:
POUR LE HONDURAS:
宏都拉斯:
За Гондурас:
FOR HONDURAS:

FOR HUNGARY:
POUR LA HONGRIE:
匈牙利:
За Венгрию:
FOR HUNGRIA:

FOR ICELAND:
POUR L'ISLANDE:
冰島:
За Исландию:
FOR ISLANDIA:

FOR INDIA:
POUR L'INDE:
印度:
За Индию:
FOR LA INDIA:

FOR INDONESIA:
POUR L'INDONÉSIE:
印度尼西亞:
За Индонезию:
FOR INDONESIA:

FOR IRAN:
POUR L'IRAN:
伊朗:
За Иран:
FOR IRÁN:

FOR IRAQ:
POUR L'IRAK:
伊拉克:
За Ирак:
FOR IRAK:

FOR IRELAND:
POUR L'IRLANDE:
愛爾蘭:
За Ирландию:
FOR IRLANDA:

W. WARNOCK

D. P. WALDRON

FOR ISRAEL:
POUR ISRAËL:
以色列:
За Израиль:
FOR ISRAEL:

FOR ITALY:
POUR L'ITALIE:
義大利:
За Италию:
FOR ITALIA:

Vittorio ZOPPI
22 novembre 1963

FOR THE IVORY COAST:
POUR LA CÔTE-D'IVOIRE:
象牙海岸:
За Берег Слоновой Кости:
FOR LA COSTA DE MARFIL:

C. KALENZAGA

FOR JAMAICA:
POUR LA JAMAÏQUE:
牙買加:
За Ямайку:
FOR JAMAICA:

FOR JAPAN:
POUR LE JAPON:
日本:
За Японию:
FOR EL JAPÓN:

FOR JORDAN:
POUR LA JORDANIE:
約旦:
За Иорданию:
FOR JORDANIA:

FOR KUWAIT:
POUR LE KOWEIT:
科威特:
За Кувейт:
FOR KUWEIT:

Rashid AL-RASHID
10 January 1964

FOR LAOS:
POUR LE LAOS:
寮國:
За Лаос:
FOR LAOS:

FOR LEBANON:
POUR LE LIBAN:
黎巴嫩:
За Ливан:
FOR EL LÍBANO:

E. DONATO

FOR LIBERIA:
POUR LE LIBÉRIA:
賴比瑞亞:
За Либерию:
FOR LIBERIA:

Nathan BARNES

Herbert R. W. BREWER

James E. MORGAN

FOR LIBYA:
POUR LA LIBYE:
利比亞:
За Ливию:
FOR LIBIA:

FOR LIECHTENSTEIN:
POUR LE LIECHTENSTEIN:
列支敦斯登:
За Лихтенштейн:
FOR LIECHTENSTEIN:

Heinrich Prinz VON LIECHTENSTEIN

FOR LUXEMBOURG:
POUR LE LUXEMBOURG:
盧森堡:
За Люксембург:
FOR LUXEMBURGO:

M. STEINMETZ
24 mars 1964

FOR MADAGASCAR:
POUR MADAGASCAR:
馬達加斯加:
За Мадагаскар:
FOR MADAGASCAR:

FOR MALI:
POUR LE MALI:
馬利:
За Мали:
FOR MALI:

FOR MAURITANIA:
POUR LA MAURITANIE:
茅利塔尼亞:
За Мавританию:
FOR MAURITANIA:

FOR MEXICO:
POUR LE MEXIQUE:
墨西哥:
За Мексику:
FOR MÉXICO:

FOR MONACO:
POUR MONACO:
摩納哥:
За Монако:
FOR MÓNACO:

FOR MONGOLIA:
POUR LA MONGOLIE:
蒙古:
За Монголию:
FOR MONGOLIA:

FOR MOROCCO:
POUR LE MAROC:
摩洛哥:
За Марокко:
FOR MARRUECOS:

FOR NEPAL:
POUR LE NÉPAL:
尼泊爾:
За Непал:
FOR NEPAL:

FOR THE NETHERLANDS:
POUR LES PAYS-BAS:
荷蘭:
За Нидерланды:
FOR LOS PAÍSES BAJOS:

FOR NEW ZEALAND:
POUR LA NOUVELLE-ZÉLANDE:
紐西蘭:
За Новую Зеландию:
FOR NUEVA ZELANDIA:

FOR NICARAGUA:
POUR LE NICARAGUA:
尼加拉瓜:
За Никарагуа:
FOR NICARAGUA:

FOR THE NIGER:
POUR LE NIGER:
奈及爾:
За Нигер:
FOR EL NÍGER:

C. KALENZAGA

FOR NIGERIA:
POUR LA NIGÉRIA:
奈及利亞:
За Нигерию:
FOR NIGERIA:

FOR NORWAY:
POUR LA NORVÈGE:
挪威:
За Норвегию:
FOR NORUEGA:

Egil AMLIE

FOR PAKISTAN:
POUR LE PAKISTAN:
巴基斯坦:
За Пакистан:
FOR EL PAKISTÁN:

FOR PANAMA:
POUR LE PANAMA:
巴拿馬:
За Панама:
POR PANAMÁ:

César A. QUINTERO
December 4, 1963

FOR PARAGUAY:
POUR LE PARAGUAY:
巴拉圭:
За Паргвай:
POR EL PARAGUAY:

FOR PERU:
POUR LE PÉROU:
秘魯:
За Перу:
POR EL PERÚ:

E. LETTS S.

FOR THE PHILIPPINES:
POUR LES PHILIPPINES:
菲律賓:
За Филиппины:
FOR FILIPINAS:

T. G. DE CASTRO

FOR POLAND:
POUR LA POLOGNE:
波蘭:
За Польшу:
FOR POLONIA:

FOR PORTUGAL:
POUR LE PORTUGAL:
葡萄牙:
За Португалию:
FOR PORTUGAL:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:
POUR LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE:
大韓民國:
За Корейскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA DE COREA:

FOR THE REPUBLIC OF VIET-NAM:
POUR LA RÉPUBLIQUE DU VIET-NAM:
越南共和國:
За Республику Вьетнам:
FOR LA REPÚBLICA DE VIET-NAM:

FOR ROMANIA:
POUR LA ROUMANIE:
羅馬尼亞:
За Румынию:
FOR RUMANIA:

FOR RWANDA:
POUR LE RWANDA:
盧安達:
За Руанду:
FOR RWANDA:

FOR SAN MARINO:
POUR SAINT-MARIN:
聖馬利諾:
За Сан-Марино:
FOR SAN MARINO:

FOR SAUDI ARABIA:
POUR L'ARABIE SAOUDITE:
沙烏地阿拉伯:
За Саудовскую Аравию:
FOR ARABIA SAUDITA:

FOR SENEGAL:
POUR LE SÉNÉGAL:
塞內加爾:
За Сенегал:
POR EL SENEGAL:

FOR SIERRA LEONE:
POUR LE SIERRA LEONE:
獅子山:
За Сьєрра-Леоне:
POR SIERRA LEONA:

FOR SOMALIA:
POUR LA SOMALIE:
索馬利亞:
За Сомали:
POR SOMALIA:

FOR SOUTH AFRICA:
POUR L'AFRIQUE DU SUD:
南非:
За Южную Африку:
FOR SUDÁFRICA:

FOR SPAIN:
POUR L'ESPAGNE:
西班牙:
За Испанию:
FOR ESPAÑA:

FOR THE SUDAN:
POUR LE SOUDAN:
蘇丹:
За Судан:
FOR EL SUDÁN:

FOR SWEDEN:
POUR LA SUÈDE:
瑞典:
За Швецию:
FOR SUECIA:

Z. S. PRZYBYSZEWSKI WESTRUP
le 8 octobre 1963

FOR SWITZERLAND:
POUR LA SUISSE:
瑞士:
За Швейцарию:
FOR SUIZA:

Paul RUEGGER

R. BINDSCHEDLER
Le 23 octobre 1963

FOR SYRIA:
POUR LA SYRIE:
叙利亞:
За Сирию:
FOR SIRIA:

FOR TANGANYIKA:
POUR LE TANGANYIKA:
坦干伊咯:
За Танганьйку:
FOR TANGANYIKA:

FOR THAILAND:
POUR LA THAÏLANDE:
泰國:
За Таиланд:
FOR TAILANDIA:

FOR TOGO:
POUR LE TOGO:
多哥:
За Того:
FOR EL TOGO:

FOR TRINIDAD AND TOBAGO:
POUR LA TRINITÉ ET TOBAGO:
千里達及托貝哥:
За Тринидад и Тобаго:
FOR TRINIDAD Y TABAGO:

FOR TUNISIA:
POUR LA TUNISIE:
突尼西亞:
За Тунис:
FOR TÚNEZ:

FOR TURKEY:
POUR LA TURQUIE:
土耳其:
За Турцию:
FOR TURQUÍA:

FOR UGANDA:
POUR L'OUGANDA:
烏干達:
За Уганду:
POR UGANDA:

FOR THE UKRAINIAN SOVIET SOCIALIST REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE SOVIÉTIQUE D'UKRAINE:
烏克蘭蘇維埃社會主義共和國:
За Украинскую Советскую Социалистическую Республику:
POR LA REPÚBLICA SOCIALISTA SOVIÉTICA DE UCRAINA:

FOR THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS:
POUR L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES:
蘇維埃社會主義共和國聯邦:
За Союз Советских Социалистических Республик:
POR LA UNIÓN DE REPÚBLICAS SOCIALISTAS SOVIÉTICAS:

FOR THE UNITED ARAB REPUBLIC:
POUR LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE:
阿拉伯聯合共和國:
За Объединенную Арабскую Республику:
FOR LA REPÚBLICA ARABE UNIDA:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:
POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:
大不列顛及北愛爾蘭聯合王國:
За Соединенное Королевство Великобритании и Северной Ирландии:
FOR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE:

Patrick DEAN
March 27, 1964

FOR THE UNITED STATES OF AMERICA:
POUR LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE:
美利堅合衆國:
За Соединенные Штаты Америки:
FOR LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA:

Warde M. CAMERON

FOR THE UPPER VOLTA:
POUR LA HAUTE-VOLTA:
上伏塔:
За Верхнюю Вольту:
FOR EL ALTO VOLTA:

C. KALENZAGA

FOR URUGUAY:
POUR L'URUGUAY:
烏拉圭:
За Уругвай:
FOR EL URUGUAY:

MUÑOZ MORATORIO

FOR VENEZUELA:
POUR LE VENEZUELA:
委內瑞拉:
За Венесуэлу:
FOR VENEZUELA:

FOR WESTERN SAMOA:
POUR LE SAMOA-OCCIDENTAL:
西薩摩亞:
За Западное Самоа:
FOR SAMOA OCCIDENTAL:

FOR YEMEN:
POUR LE YÉMEN:
也門:
За Йемен:
FOR EL YEMEN:

FOR YUGOSLAVIA:
POUR LA YOUGOSLAVIE:
南斯拉夫:
За Югославию:
FOR YUGOESLAVIA:

Milan BARTOŠ

I hereby certify that the foregoing text is a true copy of the Optional Protocol concerning the Compulsory Settlement of Disputes adopted by the United Nations Conference on Consular Relations, held at the Neue Hofburg in Vienna, Austria, from 4 March to 22 April 1963, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Je certifie que le texte qui précède est la copie conforme du Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends adopté par la Conférence des Nations Unies sur les relations consulaires, qui s'est tenue à la Neue Hofburg, à Vienne (Autriche), du 4 mars au 22 avril 1963, Protocole dont le texte original est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

For the Secretary-General:

The Legal Counsel

Pour le Secrétaire général:

Le Conseiller juridique

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'C. H. ...', written over a horizontal line.

United Nations, New York
15 April 1964

Organisation des Nations Unies, New York
15 avril 1964

Certified true copy III.8
Copie certifiée conforme III.8
Octobre 2004